

COMMENTARIES

Jacques Dorselaer, Centre pour la Recherche Interdisciplinaire sur le Développement, Brussels, Belgium

Il y a une dizaine d'années, nous étions à la recherche de données statistiques et autres concernant le phénomène de l'urbanisation en Amérique latine. C'est pourquoi nous avons visité, pendant plusieurs mois, des bibliothèques les plus diverses, à Louvain, Bruxelles et Paris. Même dans celles qui sont spécialisées sur les problèmes des pays latino-américains, les volumes des recensements de population de ces pays et les études particulières sur l'urbanisation et sur les migrations internes étaient particulièrement rares.

Notre étude portait sur les relations qui existaient entre le degré d'urbanisation (basé sur un critère urbain commun de 5.000 habitants et plus) des principales divisions administratives du plus grand nombre possible de pays, un indice, positif ou négatif, de migration interne et la répartition, en valeurs relatives, de la population active de ces mêmes divisions administratives, dans les secteurs économiques primaire, secondaire et tertiaire. Malgré nos recherches, l'étude n'a pu porter que sur sept pays latino-américains (Mexique, Costa Rica, Colombie, Venezuela, Brésil, Paraguay et Argentine). Les conclusions de cette étude étaient: 1) Le fait de l'industrialisation des pays latino-américains, contrairement aux pays d'Europe Occidentale, au moment de la révolution industrielle, et contrairement aux pays nord-américains, n'est pas le facteur principal de l'ampleur du phénomène d'urbanisation que connaît l'Amérique latine depuis 1940; 2) Le facteur déterminant de l'urbanisation en Amérique latine est l'ensemble des conditions socio-économiques—et, entre autres, les structures agraires—qui exerce un mouvement de refoulement des ruraux vers les centres urbains; 3) Une conséquence de l'ampleur du phénomène de l'urbanisation en Amérique latine est le gonflement du secteur économique tertiaire, au point d'y créer une "crise tertiaire"; ainsi, certains éléments de la théorie des trois secteurs économiques de Colin Clark, reprise par plusieurs économistes et sociologues, ne s'appliquent pas actuellement, d'une façon normale, aux pays latino-américains; et 4) Les fonctions socio-économiques des villes latino-américaines, et plus particulièrement des grandes villes, apparaissent davantage comme étant du type "parasitaire" plutôt que du type "générateur", selon le rapport économique qui existe entre les villes et le reste du pays (voir: *Le phénomène urbain et la "crise tertiaire" en Amérique latine*, par Jacques Dorselaer, Bruxelles, Louvain, Université de Louvain, 1960, 246 p. photocopiées, qui a été en grande partie traduit en espagnol dans: *La urbanización en América latina*, par Jaime

Dorselaer et Alfonso Gregory, Friburgo, FERES, et Bruselas, C.R.S.R., 2 tomes, 192 p.; et 98 p.).

Avant 1960, il n'existait donc que très peu d'études sur l'urbanisation ou sur les migrations rurales-urbaines, en ce concerne l'Amérique latine. Même dans le *Rapport sur la situation sociale dans le monde de 1957* (New York, Nations Unies, 1957), dont le chapitre IX était consacré exclusivement à l'urbanisation en Amérique latine, on pouvait lire des phrases comme celle-ci: "Les autorités chiliennes estiment—bien qu'on n'ait aucune preuve directe à cet égard—que les migrations se font en général par étapes (comme au Brésil)" (pp. 195–196 du document en français).

Et voici qu'à présent, Jorge Balán nous propose une étude comparative sur les différences socio-économiques des migrants et des autochtones dans des villes latino-américaines. Il parvient même à examiner la situation pour sept villes importantes: Buenos Aires, São Paulo, Santiago de Chile, Mexico, Monterrey, San Salvador et Guatemala City. Des études particulières ont donc enfin été entreprises un peu partout, mais toutes ces enquêtes sont relativement récentes et encore en nombre insuffisant. N'est-il pas significatif de constater que sur les 39 documents cités par Jorge Balán, plus de la moitié (exactement 20) ont été publiés après 1964.

Le grand mérite de l'étude que nous sommes en train de considérer réside dans la manière systématique avec laquelle les migrants et les autochtones sont examinés, grâce au double schéma qui propose une classification qualitative, d'une part des communautés d'origine, et d'autre part, des communautés de destination (voir les figures 1 et 2). L'auteur ne s'est point encombré de longues discussions sur les inévitables différences dans les définitions, en ce qui concerne les immigrés urbains, par exemple, ou dans les méthodes d'investigation, utilisées dans les monographies urbaines. Malgré ces différences certaines, la conclusion générale de Jorge Balán reste valable et est importante: les différences socio-économiques entre les migrants et les autochtones des villes latino-américaines doivent être expliquées davantage par des caractéristiques structurelles que par des caractéristiques individuelles.

Nous voudrions ajouter ici quelques informations complémentaires à celles présentées par Jorge Balán. En effet, en 1962, alors que nous étions professeur de sociologie urbaine à l'Université Catholique du Chili, nous avons entrepris, avec un groupe d'étudiants, une enquête de mobilité socioéconomique auprès de 176 familles d'une ville-satellite proche du Grand Santiago du Chili: San Bernardo, qui comptait à cette époque une population d'environ 50.000 habitants. Cette enquête s'intéressait surtout à trois catégories de personnes: les autochtones de San Bernardo, les immigrés en provenance du Grand Santiago et les immigrés en provenance de toutes les autres parties du Chili. La détermination de l'échantillonnage des familles a été effectuée de la même manière

que pour l'enquête organisée par le CELADE sur l'immigration dans le Grand Santiago (voir : *Encuesta sobre inmigración en el Gran Santiago*, Informe General, Primera Parte; Santiago de Chile, Centro Latinoamericano de Demografía, 1964, edición provisional, 243 p. photocopiées). Les résultats de notre enquête ont été codifiés puis perforés sur cartes mécanographiques, mais à cause de notre départ anticipé du Chili, seules quelques tabulations sommaires ont été élaborées. Depuis lors, ces données sont restées sans interprétation un peu détaillée. Possédant une collection de cartes perforées de cette enquête, nous profitons du présent commentaire pour suggérer à un éventuel étudiant chilien ou latino-américain, actuellement en séjour d'étude en Belgique, de reprendre ces données pour en tirer matière, par exemple, d'un mémoire de fin d'études universitaires.

Suite à la lecture de l'article de Jorge Balán, qui insiste sur l'absence de différences socio-économiques entre autochtones et immigrés dans le Grand Santiago du Chili, nous avons effectué quelques calculs de pourcentages sur la base des données de notre enquête à San Bernardo, en ce qui concerne la situation professionnelle et les salaires des chefs de ménage qui travaillent, le degré d'instruction de tous les chefs de ménage et les conditions de logement des familles, en distinguant les trois catégories déjà citées de personnes, c'est-à-dire : les autochtones, les immigrés en provenance du Grand Santiago et les autres immigrés.

Ces comparaisons sont intéressantes. Elles montrent, en gros, pour les aspects considérés, sauf celui du logement, que les immigrés autres que ceux venant du Grand Santiago sont proportionnellement plus nombreux dans les catégories les moins favorables, mais, surtout, que les immigrés en provenance du Grand Santiago sont relativement plus nombreux, d'une part dans les catégories les plus favorables, et, d'autre part, dans les catégories les moins favorables, ceci par rapport aux autochtones de San Bernardo.

Il en est ainsi dans le cas des professions libérales : 12 % pour les immigrés du Grand Santiago contre 4 % pour les autochtones (et 0 % pour les autres immigrés) ; dans le cas des patrons : 5 % contre 3 %. Pour ce qui est du montant moyen des salaires, 27,5 % des immigrés du Grand Santiago se placent dans les catégories des revenus les plus élevés, contre 26 % pour les autochtones (et 25 % pour les autres immigrés) ; mais la relation est de 19,5 % contre 14 % (et 25 % pour les autres immigrés) dans la catégorie la plus basse.

Dans le domaine du niveau d'instruction, les pourcentages de ceux qui ont suivi des cours universitaires sont :

- 7 % pour les immigrés du Grand Santiago,
- 3 % pour les autochtones, et
- 0 % pour les autres immigrés.

Mais les proportions de ceux qui n'ont suivi que des cours du cycle primaire sont :

54 % pour les immigrés du Grand Santiago,
49 % pour les autochtones, et
45 % pour les autres immigrés, ce qui signifie que relativement peu d'immigrés du Grand Santiago ont suivi des cours du cycle secondaire ou de l'enseignement spécial ou technique :

37 % pour les immigrés du Grand Santiago,
45 % pour les autochtones, et
42 % pour les autres immigrés.

Pour chacune de ces trois catégories, le pourcentage de ceux qui n'ont jamais été à l'école est : 2 %, 3 % et 13 %.

Quant au type de logement, la situation est assez différente, les autochtones étant nettement les plus favorisés et les immigrés en provenance du Grand Santiago, les plus défavorisés. Voici les proportions des familles logeant dans une maison unifamiliale ou dans une maison de cité :

59 % pour les immigrés du Grand Santiago,
69 % pour les autochtones, et
62 % pour les autres immigrés, les pourcentages des logements de mauvaises conditions (conventillo, mejorá ou "callampas") étant :

39 % pour les immigrés du Grand Santiago,
28 % pour les autochtones, et
35 % pour les autres immigrés.

Ces résultats sont intéressants surtout parce qu'ils concernent un cas bien particulier : celui d'une ville satellite d'une grande capitale latino-américaine. Nous espérons qu'il sera possible de publier un jour l'ensemble des résultats de l'enquête effectuée à San Bernardo ainsi que les principales interprétations de ces résultats. Ceux qui viennent d'être présentés ne l'ont été pour eux-mêmes, mais essentiellement dans le but de suggérer de nouvelles hypothèses de travail pour l'étude des différences socio-économiques entre autochtones et immigrés urbains en Amérique latine.

John Friedmann, Program Director, Ford Foundation, Santiago, Chile

Professor Balán's article is a careful and ingenious attempt at theory-construction to help in analysis of internal migration patterns in Latin America. His eight-fold scheme for a structural analysis of places of migrant origin and destination is attractive and methodologically sound. Unfortunately, his category of "credentialism"—despite its operational meaning—will probably continue to be given impressionistic treatment for a long time. Massive surveys of entry-requirements into modern manufacturing industry, of the kind suggested by Professor Balán, are not likely to be soon forthcoming. This reduces the

heuristic value of the theoretical model proposed though, of course, it does in no way invalidate its suggestive quality.

I would like to make two principal observations. The first has to do with the relatively small importance attached by Profesor Balán to Type II rural communities where "the tempo of development has quickened." It is probably true that these areas provide few migrants to capital cities. On the other hand, they may be among the more interesting areas to study in a number of Latin American countries. Being regions of new colonization and settlement, they belong to what I should like to call the "innovative peripheries" of the continent. We must look for them along the new interior highways of Brazil and Perú, the Orinoco delta in Venezuela, the extreme South of Chile, and the coastal region of Perú. The current discussions, at ECLA and elsewhere, concerning the "continentalization" of development in Latin America ascribe a predominant and creative role to these regions. In many places, they are giving rise to rapidly expanding spontaneous urban settlements. But Profesor Balán's problem, of course, is another one, and I turn now to his main thesis.

A careful reading of his case studies (and the accompanying tabular materials) lead to the following conclusions: of the seven cities studied, no important evidence is presented for São Paulo, and Buenos Aires alone and, to a lesser extent, Monterrey) appears to reveal important socio-economic differences between migrant and native populations. The surprising thing about all the other cities studied is *the small degree of difference observed between the two population groups*, especially with regard to occupation. This relative lack of observed difference may indeed be the result of different structural characteristics, and so the model may retain its usefulness. On the other hand, it is equally possible that the model does not explain anything and, if this is so, we are back at the beginning.

If my reading of the facts presented is correct, perhaps the lack of substantial difference may be partly explained by the fact that most of the migrants either come from other urban areas or from urbanized rural areas and may, on top of this, be already long-term residents of the capital city. All of this would put the migrant in a relatively favorable competitive position vis-a-vis the native inhabitant.

I suggest this interpretation merely as a possibility. Apparently the relevant data are not available for all of the cities studied. Professor Balán's paper has the great merit, however, to call attention to this phenomenon and so to contribute to our revised understanding of the processes of urbanization and national development. When one-fifth to one-third of the migrant population belongs to the upper middle class of professionals, managers, and office workers, the traditional image of rural-urban migration must be revised. *Villas de miseria* are still a reality in all of the big cities of Latin America and in many

of the smaller towns as well, but they are not an accurate reflection of the extent to which the large dynamic centers become the terminal point for a vast internal "brain drain" that contributes to making the depressed peripheral regions increasingly resistant to any external efforts to stimulate their development and incapable of doing anything themselves to escape stagnation.

Ismael Silva Fuenzalida, Centro para el Desarrollo Económico y Social de América Latina, Santiago, Chile

Tal vez el mérito del trabajo de Jorge Balán reside en su esfuerzo de conceptualizar la problemática involucrada en el proceso migratorio latinoamericano a partir de categorías formales y en términos de "tipos ideales," conducentes a proveer un marco de referencia tipológico abstracto que pueda dar cuenta de la diversidad de situaciones en la realidad objetiva. Como tal, ese esfuerzo es encomiable porque, de un modo u otro, ello significa un aporte en cuanto a rescatar para la ciencia social latinoamericana la operacionalidad (lamentablemente olvidada) que representa la confrontación de marcos "formales" con tipos "reales" y, por ende, abarcar una multiplicidad dentro del contexto de una unidad.

El camino, en este sentido, es arduo, y más aun cuando se entra en un terreno de la complejidad del tópico que aborda Jorge Balán. Es por esto que las observaciones que se hacen a continuación van referidas más a ciertos aspectos de la lógica interna de la argumentación que el autor presenta, que a otros que podrían ser objeto de especiales comentarios (tales como la falta de referencias bibliográficas más recientes o el hecho de que las "etapas intermedias" en la migración constituyen un factor reconocido en el estudio sobre migraciones).

El comentarista cree que, tal como lo expresa el autor mismo (pp. 9–12) las variables utilizadas, a excepción de la relativa al "credencialismo," son por demás conocidas. Ello no invalida el aporte en cuanto intento preliminar de tipologización. El verdadero problema se presenta—y en el sentido aludido en el párrafo anterior—cuando al autor hace del "credencialismo" una variable independiente; independiente de la estructura económica. En verdad, en toda la argumentación y las ejemplificaciones, el "credencialismo" termina siempre explicándose por la relación entre "demanda" y "oferta" en lo relativo al mercado de trabajo dada una cierta estructura productiva.

En las consideraciones puramente formales, la posibilidad de caer en lo tautológico no presenta un riesgo siempre que se sigan ciertas "reglas del juego" en la materia. En esta línea de pensamiento, y refiriéndonos a lo expresado más

arriba, el autor dista mucho de ser explícito; lo que es tanto más grave cuanto que se trata de aplicar un esquema formal a realidades objetivas que, además, deben dar cuenta de todo un proceso.

Si concentramos nuestra atención en la Figura 2 y tomamos en cuenta la primera variable dicotómica: “the rate of creation of new jobs in sectors of high productivity,” en contestación a la pregunta (page 9) “. . . is the demand for workers in relatively well paid, stable jobs, commensurate with the supply of new workers into the labor force?,” parecería que la Figura 2 (en su línea horizontal dicotómica) responde a la resultante del juego entre “oferta” y “demanda,” posiblemente en términos de puestos de empleo efectivizados, dejando en la obscuridad—en el esquema formal y/o sus categorías de análisis—los factores que determinan esa resultante. Debido a esto, la segunda variable, el “credencialismo,” que aparece en la Figura 2 (en su línea dicotómica vertical) como independiente, debe ser explicada en el texto sobre la base de las dos componentes de la primera variable o, lo que es lo mismo, en función de las dos partes constitutivas de la pregunta citada. La tautología es, por tanto, evidente.

Nos parecería que, si hemos de seguir en la línea del esquema conceptual de Balán y para destacar el rol que el “credencialismo” pudiera desempeñar en él, los dos elementos constitutivos de lo que ese autor presenta como la variable horizontal en la Figura 2 deberían independizarse. Es decir, en lo horizontal, el crecimiento de la “demanda” por nueva mano de obra en sectores de alta productividad; en la columna vertical, la “oferta” de fuerza de trabajo en relación con sus condiciones de capacitación objetiva. De este modo, la relación entre la “demanda” y la “oferta”, en diversas situaciones de desarrollo tecnológico, determinaría la mayor o menor relevancia de lo que el autor denomina (p. 9) “the degree to which formal entry requirements are built into the city’s occupational structure.” En resumen, el “credencialismo” aparecería, en este caso, como variable interviniente, de distinto valor instrumental según se diera, hipotéticamente, la relación arriba indicada en las diversas situaciones de desarrollo tecnológico. Así, el “credencialismo,” quedaría desplazado de la Figura 2 tal cual se presenta en el trabajo que comentamos, asumiendo una función diferencial según los cuatro tipos clasificatorios de las comunidades de destino del migrante. Como es obvio esto obligaría a un replanteamiento de toda la argumentación y, posiblemente, ayudaría a una mejor interpretación de los ejemplos que Balán sintetiza en su trabajo.

En este punto, podríamos anotar que el “credencialismo” tendría alguna validez como “variable independiente” si se la viera, por ejemplo, como obstáculo

para la satisfacción de la demanda teórica de mano de obra calificada. De hecho, en el Sector Terciario de la actividad económica, latinoamericana, especialmente en los Servicios—y dentro de éstos los gubernamentales—el “credencialismo” (que entonces debería definirse más precisa y diferenciadamente) adquiere el cariz que Balán le atribuye (p. 9) genericamente: “Frequently, the decision is based upon formal requirements that become superimposed upon, or even replace, the functional requirements of the job.” En este caso, que aun pudiera presentarse en otros sectores de la actividad económica, es preciso formular hipótesis acerca de factores de la organización económica que se proyectan en la sociedad económica y, por ende, en la estratificación y dinámica social, de modo de poder diseñar un modelo que, al operacionalizarse, diera cuenta—utilizando el “credencialismo” como categoría de análisis entre otras—de elementos involucrados en el proceso de transición social, proceso en el cual se inserta la problemática planteada por Balán.

Aldo E. Solari, Economic Commission for Latin America, United Nations

1. Las diferencias entre nativos y migrantes en las ciudades de llegada de la migración es uno de los problemas más importantes y peor conocidos en América Latina. Las más variadas generalizaciones se han hecho a partir de uno o de pocos casos, como si siempre los resultados del fenómeno migratorio fueran los mismos. El esfuerzo por dar una visión más compleja y más amplia es uno de los grandes méritos del artículo. Los comentarios que siguen, aunque dejan constancia de desacuerdos de entidad, están pensados, por lo tanto, con la esperanza de que sirvan de aporte al autor, para posteriores refinamientos de su análisis. Por ello he señalado aquí problemas y lagunas que son comunes a casi todos los trabajos de este tipo, incluyendo algunos que yo mismo he hecho sobre temas conexos, y que son el producto del estado de la disciplina.

2. El problema central se plantea de la siguiente manera: En ciudades distintas la posición socio-económica relativa de migrantes y nativos es diferente. Cuál es la explicación del fenómeno? Según el autor el análisis debe plantearse en términos estructurales, “no se trata de identificar las características de los migrantes como tales,” sino las características estructurales de las comunidades de las cuales los migrantes parten y las de las comunidades a las que los migrantes llegan.

3. Estas líneas centrales de orientación merecen algunas consideraciones. En un plano estrictamente teórico podría creerse, aunque no existieran investigaciones empíricas, que en ciudades diferentes la posición relativa de migrantes y nativos sería probablemente distinta. Serían múltiples las variables que podrían señalarse para justificar esa expectativa. Sin ánimo de hacer una enumeración exhaustiva, podría pensarse que la posición relativa podría depender de la

mayor o menor proporción de migrados, de la proporción de nacionales entre los migrados, de la proporción de urbanos y rurales dentro de ellos, de que las ciudades consideradas fueran las únicas importantes en la sociedad nacional o hubiera otras, de la distribución por edades de migrantes y nativos, de la antigüedad de la migración, del tipo de itinerario de la migración, de las distancias relativas entre migrantes y nativos en materia de educación, etc. Sería difícil esperar que una sola de estas variables, cuya mención no implica ni aprobación ni preferencia, o cualesquiera otras que se pudieran proponer se diera exactamente igual en dos ciudades diferentes; *a fortiori*, que ello ocurriera con dos o más de ellas en varias ciudades.

Dentro de la infinidad de variables posibles es legítimo y necesario que el investigador seleccione las que le parecen relevantes en tanto que justifique su elección. Pero cualesquiera que fueren la o las variables propuestas la posibilidad de indagar sus efectos dependería de la de relacionarlas con las diferencias relativas, lo que a su vez supone dos cosas: a) Conocer la diferencia o la similitud entre la posición jerárquica de nativos y migrantes en una misma ciudad; b) Conocer las diferencias o similitudes relativas entre las posiciones jerárquicas de nativos y migrantes en las *n* ciudades que se tomen para el análisis. La cuestión indicada en a) implica tener una detallada distribución ocupacional que comprenda no sólo las categorías ocupacionales, sino además las jerarquías dentro de ellas. No basta por ejemplo, saber si los sujetos son empleados o si se caracterizan como servicio, sino que rango tienen dentro de una y otra categoría. La exigencia planteada en b) supone tener la misma desagregación de los datos, utilizando las mismas escalas ocupacionales definidas de la misma manera, para ciudades diversas. Ninguna de estas dos condiciones se cumple, ni siquiera de modo aproximado, en el material empírico existente que maneja el autor, por más que éste se esfuerce con brillo en utilizarlo para probar sus hipótesis. Estas pueden ser ciertas, y algunas de ellas me parecen muy atractivas, pero es claro que no están probadas por las investigaciones existentes ni tampoco podrían ser refutadas por ellas.

4. Por otra parte, su teoría toma en cuenta las características estructurales de la comunidad de origen de la migración y las de la comunidad de llegada. Deja de lado los caracteres estructurales que puede tener el traslado mismo. Según el tipo de análisis que se intente esto es legítimo, como podría serlo el que se le tomara en cuenta.

Si se acepta el planteo en los términos del autor se suscitan algunos problemas. Desde el punto de vista teórico, cómo se define la comunidad de origen de una migración? Varias respuestas son posibles y legítimas. Se podría proponer a aquella comunidad en la cual el migrante hubiera estado sometido a un proceso más largo de socialización. Si se supone que los más importantes para la socialización son determinados años de la vida del sujeto—los de la infancia

por ejemplo—, sería la comunidad donde habría pasado más tiempo en esos años. En cambio, siempre desde el punto de vista teórico, la comunidad de nacimiento significaría muy poco, porque la madre podría haber sido llevada allí a los solos efectos del nacimiento, porque de cualquier manera es obviamente más importante saber en qué comunidades estuvo después y durante más tiempo antes de llegar a la que se toma como destino de la migración. Muchos otros criterios podrían proponerse y no es mi intención agotar la lista sino subrayar la importancia del problema, a la que en el artículo se dedican muy pocas palabras, solamente para mencionar sus dificultades y complejidades como una de las limitaciones del estudio, para pasar rápidamente al indicador que se utiliza: el lugar de nacimiento. La validez de este indicador depende del tipo de análisis en que se inserte. Ahora bien, para el que se intenta en el artículo es mucho más defectuoso que para otros que sería posible imaginar. Para la tesis del autor es mucho más importante la posición del sujeto en la comunidad de la cual parte hacia la o las ciudades estudiadas, que en cualquiera de los anteriores, salvo que se suponga que el pasaje ha sido muy rápido. Qué importancia tendría su posición en las anteriores o que éstas fueran estancadas o desarrolladas? Al estar obligado, por el material existente, a tomar el lugar de nacimiento el análisis no puede ser confirmado ni refutado por las investigaciones empíricas, lo que el autor siente tan claramente que recurre a otras hipótesis acerca del desenvolvimiento histórico de la migración, etc., que son muy interesantes pero están fuera del esquema. Cuando tiene más datos que el lugar de nacimiento, como ocurre en Monterrey es para confirmar la pobreza del indicador: el 62 % de los migrantes nació en localidades de menos de 5.000 habitantes, pero sólo el 42 % viene de ellas inmediatamente antes de ir a Monterrey.

Por otra parte, se agrega aquí otra dificultad teórica y metodológica. En qué momento del tiempo se evalúa si la comunidad de origen es desarrollada o estancada, es rural o urbana? Puesto que se usa el lugar de nacimiento como indicador, es obvio que si se toma la época del nacimiento la comunidad puede haber cambiado mucho, hasta que se migró y si se toma el momento en que se migró, se abandona el indicador.

5. Estas consideraciones llevan al esquema teórico en sí. Algunas observaciones parecen pertinentes respecto al origen de la migración. En primer término, que las variables rural-urbano, estancamiento-desarrollo no parecen, en principio, tener una relación directa con el problema que se trata de explicar. En cuanto características estructurales, que son las que el autor se propone tomar en cuenta, parecen estar mucho más relacionadas con las causas para migrar que con las posiciones relativas que se alcanzarán después de haberlo hecho. No se ve, a primera vista, cuál es la razón por la cual el sujeto que provenga de una región rural, por ese solo hecho tendrá posibilidades mejores o peores para su inserción en la estructura ocupacional de la ciudad. Por el contrario, el que A con una

alta educación y un nivel de ingreso elevado en el pasado emigre a causa del estancamiento o lo haga a causa de que el desarrollo de la comunidad a que pertenece ha disminuido las perspectivas de la actividad a que se dedicaba, es importante para explicar por qué emigra; pero no guarda ninguna relación lógica con sus posibilidades al llegar. La que guarda esa relación es el nivel educativo o el de ingreso de A. Lo mismo podría decirse de un sujeto B que carece de educación y cuyos ingresos son muy magros. Sus probabilidades serán menores que las de A si emigran a la misma ciudad, pero no parece razonable creer que variarían porque haya salido de una comunidad en la cual el estancamiento es tan grande que ya no encuentra empleo o en la que ha habido tal desarrollo que las ocupaciones a las que podía acceder han desaparecido.

La respuesta del autor podría ser la de que se le hace decir lo que no afirma. Y ciertamente, pese a la voluntad declarada del autor de dejar de lado "las características de los migrantes como tales," las toma en cuenta. Rural-urbano, estancamiento-desarrollo, no son las verdaderas variables explicativas que se toman en cuenta, sino los indicadores de *la* variable, que es el nivel socio-económico de los migrantes. Las dicotomías que dan lugar a los cuatro tipos que el autor distingue sirven para presumir la calidad potencial de los migrantes y ésta es la verdadera variable. Varias cuestiones quedan sin dilucidarse y que vale la pena mencionar: a) Cuál es el criterio que se utiliza para definir los niveles socio-económicos?; b) parece suponerse que el nivel socio-económico acompaña al migrante a su traslado, lo que puede ser normal (educación); posible (nivel de ingreso); muy raro (prestigio), es decir que el hecho depende de las dimensiones que se consideren.

De lo anterior derivan varias consecuencias. Por un lado que los tipos distinguidos no son tipos estructurales sino combinaciones de indicadores. Por otro lado, que se plantea la cuestión de cuál es su valor como indicadores. Para que tengan utilidad como tales es necesario suponer o que la migración se recluta al azar en cualquiera de los cuatro tipos o que lo hace con alguna preferencia por los niveles más altos. Este supuesto puede ser verdadero, pero no creo que nada lo pruebe.

6. La dicotomía utilizada para caracterizar estructuralmente a las comunidades de llegada plantea también algunos problemas.

La primera variable utilizada es el índice de creación de empleos en sectores de alta productividad. No se establece claramente como individualizarlos. A lo largo de la exposición, este hecho es asimilado a la existencia de una alta oferta de empleos bien remunerados y estables. Esta asimilación es errónea en la mayoría de los casos, al menos en América Latina. Los sectores de alta productividad producen empleos bien remunerados y estables, pero producen pocos empleos. Uno de los problemas sobre los cuales se insiste en todos los trabajos de los economistas es que las actividades fabriles de alta productividad ocupan

poca mano de obra y generan muy poco empleo, aun cuando se agreguen las actividades secundarias que derivan de ellas. Por eso es que el indicador utilizado es muy burdo. Puede ser un buen indicador de desarrollo, pero no lo es de la generación de empleo. Si para conservarlo se le limita a la generación del tipo de empleo de alta calificación que es el generalmente supuesto en las actividades de alta productividad, no se ve qué relación tiene con el problema planteado por el trabajo, salvo que se presuma que la generación es a una tasa tan alta que supere la oferta de mano de obra tanto migrante como nativa. Pero ese supuesto es muy difícilmente verdadero. De otro modo, en una comunidad en desarrollo, manifestado por la creación de empleos de alta productividad, la situación de los migrantes puede ser muy inferior a la de los nativos si aquellos carecen de las calificaciones necesarias, haya o no credencialismo.

La segunda variable es el grado de credencialismo. No se determina como se mide. Con ese u otro nombre es muy plausible introducir una variable de ese tipo en el análisis. Es exacto que en América Latina, según las ciudades y según las actividades, hay grados diversos de credencialismo. Se puede ir más allá incluso y notar que para ciertas actividades el nivel de credencialismo es tan alto como en las sociedades más desarrolladas pese a que la oferta global de calificaciones educativas es mucho menor. Sin desarrollar esta cuestión, que llevaría muy lejos, parece indispensable, sin embargo, señalar que la variable credencialismo es en el análisis del autor, una variable secundaria frente al índice de creación de empleos. Pertenece a una categoría inferior, en el sentido de que su importancia deriva, al menos en parte, de lo que ocurre con la otra. Eso es muy claro en el tipo IV, el que haya o no credencialismo carece prácticamente de importancia.

7. En esta dirección cabe plantearse el problema de la relación entre educación y ocupación, que es mencionado en diversas partes del trabajo. Al estudiar el caso de Monterrey se señala que la desventaja educacional no se traduce en una desventaja ocupacional igualmente importante. Se distinguen cuatro niveles educacionales y cuatro ocupacionales. Parece que el supuesto del autor es que cabría esperar una mayor correlación entre educación y ocupación que no se tiene en el caso. Sin embargo, no cabría esperarla por variadas razones. En primer término, las categorías son demasiado amplias. En segundo término, como no se calculan los coeficientes de correlación no se sabe si son más bajos o más altos que lo que correspondería según alguna pauta que se adoptara o según los cálculos que se han hecho sobre el punto para otras sociedades. En tercer término, se deja de lado un problema muy importante si se quiere relacionar aún sin calcular correlaciones, educación y ocupación: es la cuestión que podría llamarse de los umbrales. Esta es una de las lagunas más graves que tenemos en el problema. Casi todos estaríamos dispuestos a admitir que entre uno y dos años de escuela primaria la diferencia no sería significativa desde el

punto de vista de las posibilidades ocupacionales. Pero, diríamos que una diferencia de un año no es generalmente significativa? Tampoco; casi todos advertiríamos que si ese año permite al sujeto terminar la escuela primaria, puede ser muy significativa. En otras palabras, sabemos muy poco cual es el umbral que hay que traspasar para que más años de educación sean significativos desde el punto de vista de las posibilidades ocupacionales. La única posibilidad de aproximarse a ese problema es, justamente, la de tener una desagregación mucho mayor de los niveles educativos que la que usa el autor. De otro modo, es imposible decir si hay diferencias provocadas por la educación y menos si corresponden o no a las diferencias ocupacionales. En cuarto término, la correlación educación-ocupación no es independiente del nivel de desarrollo, por el contrario varía con él. Parecería que considerando una sociedad nacional en forma global la correlación entre educación y ocupación desde niveles muy bajos comienza a aumentar hasta llegar a un máximo y luego vuelve a disminuir. En otra parte¹ he ensayado demostrar cuáles son las razones en favor de esa hipótesis. Folger y Nam tomando como base los censos de Estados Unidos de 1940, 1950 y 1960 han establecido que la correlación, medida por el coeficiente gamma, ha tendido a disminuir de .52 en 1940, a .50 en 1950 y a sólo .39 en 1960.² En la encuesta de estratificación y movilidad social de Montevideo la correlación era de .50 para los padres de los jefes de familia en tanto que sube a .62 para éstos.

La correlación parece depender, pues, de los niveles de desarrollo. Por esa causa, o por otras independientes, puede ser que incluso varíe según los niveles de socialización urbana. Si en la encuesta de Montevideo se clasifican los jefes de familia en los de alta, mediana y baja socialización urbana, clasificándolos por el muy burdo criterio del lugar de nacimiento, se encuentra que la correlación entre educación y ocupación es de .50 para los de baja socialización urbana, de .67 para los de mediana y vuelve a disminuir para los de alta a .61.³

Es obvio que los resultados mencionados no son generalizables. Pero tienen la importancia de indicar que no se puede esperar que la correlación entre educación y ocupación sea la misma en los diversos niveles de desarrollo, que ni siquiera es seguro que sea la misma para los distintos niveles de socialización y que la medida en que las desventajas de los migrantes en materia ocupacional, cuando existen, dependen de sus desventajas educacionales está todavía por determinarse con una precisión satisfactoria.

El trabajo que se comenta tiene el mérito de subrayar hasta qué punto las explicaciones habituales que parten de que casi todos los migrantes son rurales, o de que la ruralidad significa necesariamente una desventaja importante con relación a los nativos implican una grosera simplificación del problema. Quizás, el contexto histórico, que Balan menciona varias veces, podría ser introducido sistemáticamente en el esquema. La situación actual de nativos y migrantes en

cualquier ciudad, sobre todo si se usa como criterio el lugar de nacimiento, es el producto de la acumulación de muy variados estratos históricos de migrantes y de estructuras ocupacionales que corresponden a diversos niveles de desarrollo.

NOTES

1. Véase Aldo Solari, Néstor Campiglia y Susana Prates. "Education, Occupation and Development" en *International Social Science Journal*, Vol. XIX, N°3, 1967, pp. 404 y sig. Publicado en español en *América Latina*, Año 10, N°3, Julio-septiembre 1967, pp. 43 y sig.
2. John K. Folger y Charles Nam, "Trends in Education in Relation to the Occupational Structure" en *Sociology of Education*, Vol. 38, pp. 19-33.
3. Solari y otros, *ibidem*.

Lowdon Wingo, Director, Regional and Urban Studies Program, Resources for the Future, Inc., Washington, D. C.

Jorge Balan's paper on migrant-native socioeconomic differences among Latin American cities merits the attention of scholars concerned with urbanization in developing countries; it is an effort to broaden the framework of analysis which demographers and other social scientists have brought to the phenomena associated with internal migration. Commendation for the effort should not be qualified by the fact that it was not entirely successful. The remarks which follow are negative and critical not for lack of respect of the author's effort—indeed, the paper is insightful, and I can recommend its usefulness to scholars of many persuasions—but because there are lessons to be learned from its shortfall which may accelerate our understanding of the processes of internal migration as subprocesses of economic and social development.

Basically, the paper argues that (1) "the characteristics of persons making up the migratory streams" and (2) "the degree of success of these migrants in competing with the natives for positions, once they have arrived in the large cities" are functions of whether the place of *origin* is (3) urban or rural, and (4) stagnant or developing, and whether the place of *destination* (5) has a high or low rate of new job formation in "highly productive sections," and is characterized (6) by many or few formal entry requirements in the various occupations. On the one hand, this could simply say that people tend to move out of areas of low economic opportunity toward those of greater opportunity, in which case, it adds little to our knowledge. I assume, however, that the paper really intends to set forth hypotheses of greater power and that we can justly press them for their implications for testing. The basic question, then, is whether or not the hypotheses can be made operational.

To begin with, the paper appears to present us with two dependent variables expressed as different functions of the same four independent variables.

However, an interpretation more consistent with the discussion would take these two hypotheses to constitute a model with a single dependent variable, namely, the degree of economic "success" encountered by migrants as their destinations. I interpret the model in somewhat the following fashion:

$$(1) \quad {}_L\bar{y}_j = f_L({}_K\bar{y}_{ij}, x_{1j}, x_{2j})$$

$$(2) \quad \text{where } {}_K\bar{y}_{ij} = f_K(x_{3i}, x_{4i})$$

where ${}_L\bar{y}_j$ is the difference in the percentages of natives and migrants employed in sector L, where L is a "highly productive" sector offering "relatively well paid, stable jobs" in large city j.

${}_K\bar{y}_{ij}$ is the proportion of migrants having socioeconomic characteristics of class K migrating from place of origin i to place of destination j

x_{1j} is the rate of new job formation in highly productive sectors in city j,

x_{2j} is some measure of the "degree to which formal entry requirements are built into. . . [city j's] occupational structure."

x_{3i} the degree to which the origin of the ij migrant stream is characterized by nonagricultural employment, and

x_{4i} is some measure of the extent to which the area of origin is characterized by "stagnation or development."

The paper characterizes x_{1j} , x_{2j} , x_{3i} , and x_{4i} as dichotomous variables, so that only sixteen (2^4) cases are possible, and for any city of destination there are four possible kinds of migrant origins, for x_{1j} and x_{2j} would then be given. Now let us examine some of the implications of this model.

One observes almost immediately that the model has no time dimension. However, at an early point we find ". . . it will be argued that if certain structural characteristics of the communities . . . are known, *one can successfully predict* characteristics of . . . the migratory stream and the degree of success of these migrants . . ." Thus, the purpose of the model implies time dimensions. There are several ways in which time factors are involved in internal migration which are important in several respects. Time is important in the degree to which migrants learn the routes to success in the new environment: one would expect migrants who have been on the scene for several years to show a higher degree of success than those who have only recently arrived. In a developing country time is important in characterizing not only the developmental stage of the subnational economy in which these migrations are taking place, but also in the sequencing of developmental situations which may affect the values of the independent variables. Time is important in the concept of the migratory streams, for the total amount of migration from i to j is a function of rates of migration and the period of time involved. However, as it is set forth, *this* model is addressed to the short-run: it might be tested for recent migrants, but

not for the characteristics of the migrant population as a whole. However, the review of case materials in the paper goes deep into the historical backgrounds of some of his case cities. To make the model capable of meeting the objectives set for it would require a thorough restatement making the time dimensions explicit.

A second gap in the structure of the model is its lack of concern about the distance variables. Migration between i and j takes place over space, and more than one scholar has shown the intimate relationship between length of migration and volume of movement. Herrick, citing antecedents, argues again that distance acts like a cost, which the migrant tends to view as an investment. The longer the jump, the greater the investment required, and hence the greater the anticipated economic returns at the destination necessary to justify the move. Distance has another important effect: potential migrants probably have much better knowledge about locations nearer them than those more distant. Hence, a move from a rural area to a nearby provincial city is less attendant with risks of failure than a leap into the unknown of a city hundreds of miles away. This knowledge can be broadened by visits, including premigration reconnaissance, and by the presence of relatives and friends, who know something about the local job markets, who can even locate work in advance of the move. Finally, a move to a nearby city leaves the migrant with some contact with home and family. Spatial dimensionality, I would argue, can be omitted only at the cost of reducing the model's predictability.

Scale factors, also, go without explicit recognition. The exposition of the model says almost nothing about the social or economic "size" of the communities of origin or destination. Here and there in the paper there are suggestions that the relative scales of locations of origin and destination affect the flows of migrants among communities. Actually, we do find strong size differentials among cities by rate of population growth, a phenomenon which implies—over both the short and the long run—some quite rigorous relationships between demographic scale of communities and the migratory flows among them. From the migrant's point of view, the larger the city, the greater the potential opportunities for him to find a niche in the economy.

The omission of time, space, and scale dimensions from the model severely constrains its explanatory power, in my estimation. However, the author may be content to explain a large part of whatever variance remains after the phenomena are controlled for these dimensions. If so, we ought to view it as a largely open model in which a substantial proportion of causality lies outside the model. Examining the variables one at a time, I encountered some difficulty in that the variables are almost never rigorously specified. Hence, I found it necessary to translate the author's general description of them into somewhat more tangible entities. In doing this, I am conscious of the risk of misinterpret-

ing the author's intent, but the chief defense against such license is clarity and rigor of exposition. So, with this *caveat* in mind we can proceed to examine the operationally prior equation (2), first.

The first dependent variable (in my notation $\kappa\bar{y}_{ij}$), is variously described as "the characteristics of persons making up the migratory stream;" "who migrates?" "the pattern and degree of migratory selectivity," "the proportion of migrants each [type of place of origin] . . . represents in the total migratory stream," none of which takes us very close to an identifiable variable. If the matrix κY_{ij} represents the migratory flows expressed in numbers of persons over a specified period of time between all origins i and all destinations j for persons with socioeconomic characteristics of class K , does the paper contend that this equation, if implemented with perfect information, would generate all values of κY_{ij} for all K, i , and j ? This is where a liberal interpretation seems to take me; however, if the author really rests on the more limited interpretation of his model, $\kappa\bar{y}_{ij}$ must mean something else. But what? Is it really an expression of proportionality, that is to say, does it purport only to predict *shares* of the flows enjoyed by each socioeconomic class K ? But it is difficult to understand how shares could be predicted independent of absolute values. This inability to specify the output of the prior function of the model is a serious shortcoming, because this output is an input in the succeeding function. One could go further and ask how the socioeconomic classes that make up this variable are organized, but in the absence of a clearer specification of the variable itself, such a question is academic.

The dichotomous nature of the independent variables in this function seems to me to be unduly restrictive. While one can distinguish purely rural from purely urban areas (x_{31}) in developing countries, as a practical consideration in other than the most developed and the most undeveloped countries geographical data units will tend to fall between these extremes. It would appear to be more advantageous to use employment-by-industry variables which would by implication contain rural and urban effects, as well as scale factors.

It is worth noting that the author provides no discussion of his development/stagnation variable (x_{41}). Would per capita income or product measures provide proxies for this variable? rate of growth of gross local product? amount of underemployment of the labor force? We have no clue. However, it is possible that the employment of the labor force by occupational specialization would carry implicit measures of development or stagnation within the author's meaning and would at the same time provide a conceptual link with the primary equation in the model.

In general, the variables in equation 2 in the model are so incompletely specified as to make it difficult to determine precisely the content of the hypothesis. Furthermore, the structure of the equation is unspecified. Is the de-

pendent variable a linear function of the independent variables? an exponential function? Thus, I cannot conclude with the author that the implicit relationships between the characteristics of migratory streams and the development and urbanization features of the place of origin, which are highlighted by the author, carry a high degree of predictability.

Turning to the principal equation, we encounter a similar difficulty with the dependent variable ($\bar{L}y_j$). The author characterizes this variable as relating to "the relative occupational success of migrants when compared to natives." While there is no specification of the variable explicitly, the discussion of the several cases suggests that this variable consists of the difference in the distribution among "activities of high productivity" of migrant employment and the employment of natives. There seems to be some confusion here about the relevance of industrial *vis a vis* occupational classification of employment; while occupational difference might be the best short run test of economic convergence of the two groups, the distinction between employment in so-called "modern" sectors and that in traditional and marginal sectors suggests that differences in each group's share of modern sector employment might fulfill the author's requirements, also. The choice of one or the other must ultimately depend on the characteristics of the concept of "success" held by the author! The concept that emerges from the paper is essentially static and cross-sectional.

In reality there is no single urban labor market even in the large cities of the more underdeveloped countries; there are only labor markets which tend to operate more or less independently of each other: supply and demand relationships in the market for clerks, for example, have almost no short-run impact on the market for casual labor, and vice versa. The *system* of urban labor markets exhibits a structure whose complexity varies with the size of the urban region and the stage of social and economic development of the country as a whole. It is differentiated both by occupational and industrial characteristics, and one almost never moves freely from one kind of labor market into another in which he has not demonstrable capability; every worker is constrained to a set of activities in which he has experience or demonstrated skills; to move outside that set into a new labor market requires an act of investment in education or apprenticeship to acquire new skills appropriate to other occupations and industries. The incentives to such moves are opportunities to achieve greater real incomes.

The author's concept of success depends on how easily one can normally move among these markets, but the larger causal factor may well be the rate at which skill-enhancing investment in human capital is taking place in the community of destination, whether by the public agencies, by private enterprises, or by individuals. If one disregards the human capital investment aspects of the process, then "success with zero investment" would depend only on where

one found one's self in the real income distribution of workers within *that* labor market.

The above discussion also has implications for the dependent variable described as the rate of new job formation in highly productive sectors, x_{1j} in equation 1. It is quite possible—and not infrequently happens—that one can find excess supply and excess demand in various parts of the system of urban labor market as a result of the imperfect interoccupational and interindustrial mobility of labor. Thus, new jobs may be forming in highly productive sectors at a rate greater than that at which the supply of qualified laborers can be expanded. Indeed, this phenomenon makes the “moonlighting” so commonly observed among skilled and professional groups in Latin America a necessary aspect of these labor markets. In short, I don't think that the rate of *new job formation* in these limited, “highly productive sectors” is the measure of interest because it says nothing about the rate of transfer of persons among the various labor markets. Furthermore, the concept of job formation itself is very deceptive and depends in no small degree on the observed characteristics of the labor force. I think it would be much more relevant to focus on changes in the number of people employed by whatever classification is appropriate to the analysis. It should also be noted that the relevance of the proposed variable depends in large part on what proportion of total employment falls within these highly productive sectors, a proportion which can be expected to vary rather closely with indices of economic development. This variable could appropriately be extended beyond the highly productive sectors, whose difficulties of definition the author acknowledges, to include the number of persons employed for wages or salaries. Changes in these figures would more truly reflect the relative opportunities available to migrants, and furthermore, can actually be obtained from social security reports and other forms of documentation generally required from business enterprises by the government. Such data would, perforce, exclude the so-called marginal sectors of employment, in which is concentrated a high degree of actual underemployment.

As the author recognizes, quantifying the “credentialism” variable x_{2j} is difficult, and this largely because the concept itself is imprecise. Defining it as “the degree to which formal entry requirements are built into the city's occupational structure,” the paper goes on to say that that may have little to do with job skill requirements; they are simply “symbols of acceptability.” This variable, it posits, “*is of strategic importance in the present context*, since migrants more often than natives lack the proper credentials.” Reviewing the paper's argument, it appears to want this variable to reflect factors *constraining* the economic opportunities available to the migrants. “Credentialism” may well be a much too restrictive variable for this role for two reasons. First, it may be strongly correlated with technical skill and experience requirements, especially

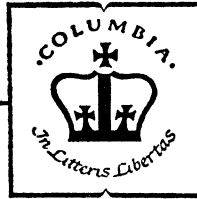
in the modern sector; I would be astonished to find out that it is independent of job skill requirements generally. Second, credentialism may play a minor role among all of the factors limiting labor mobility within and among local occupations and industries. Inadequate skills, inappropriate experience, not "knowing one's way around" a new labor market, lack of the economic base and connections afforded by the extended family, all of these things may be at work placing the new migrant in a short run disadvantage with the natives. S. M. Miller may be justified in giving credentialism so potent a role in the labor market immobilities in an advanced country like the U.S., but it does not follow—indeed, it seems quite unlikely to me—that credentialism can play so prominent a role in developing countries. I think the model would be made substantially more operational if x_{2j} reflected the impact of all of the obstacles to labor mobility by using, say, occupation-specific unemployment rates for migrants and for natives. Thus, if 10% of migrant operatives were found to be unemployed as against 3% of native operatives, one would be led directly to the conclusion that labor market obstacles were indeed biased against the migrant, without being concerned whether this arose from credentialism or from some other factor.

In short, my review of the paper's model leaves me with the conclusion that it is incomplete, inadequately specified, and suffers considerably from conceptual imprecision. While the author's sense that the analysis of internal migration and its effects has been conducted on too narrow an analytical base is certainly justified, and while his intuition that the appropriate way in which to broaden the analysis is through a more careful delineation of labor market aspects of migration is consistent with my own, the formulation offered in this paper is, while suggestive, essentially naive. While I have pointed out some ways in which the specifications of the model might be sharpened, the essential defects of the model could be remedied in part by recurrence to the growing amount of economic theory and analysis concerned with internal migration as a labor market phenomenon, such as the analysis of two sector economies and developmental dualism characterized by the work of W. Arthur Lewis, John Fei, and Gustav Ranis, which relates the transformation of the labor market to the economic development processes. Theodore Schultz and others have developed a more detailed view of the structure and processes of the labor market. Also sophisticated empirical analyses of internal migration have been published recently, in this country by Ira S. Lowry, and in Venezuela by Chi-yi Chen, hard upon the publication of Herrick's study of internal migration in Chile.

The author has entered upon his task as a demographer and sociologist looking for more erudite hypotheses for explanation of some of the many dimensions of internal migration. What is lacking is a consistent theoretical structure which can distinguish static *vs.* dynamic aspects, can make consistent the

micro-analytical and macro-analytical perspectives, and can assist in the ordering of the many complex factors involved in the processes of internal migration. Recent contributions to the economics of human resources and to the economics of development can provide an appropriate, if incomplete, theoretical background.

All in all, the author has taken a creditable step in enlarging the perspectives surrounding internal migration in developing countries, but it is only a step. We have yet to be convinced that he is leading off on a novel and productive intellectual path.



COLUMBIA

COLUMBIA

**POLITICS AND BEEF IN ARGENTINA:
PATTERNS OF CONFLICT AND CHANGE**

Peter H. Smith

This is an exploration of the pressures, alignments, and social behavior which characterized Argentina's crucial twentieth-century years of change—years in which power passed from the landowning elite to the rising urban proletariat headed by Juan Perón. The author, making liberal use of concepts and techniques from political science, sociology, and economics, focuses on the struggles over Argentina's beef industry—key to the nation's economy and the object of bitter political dispute.

Sponsored by the Institute of Latin American Studies, Columbia University. \$10.00

COLUMBIA UNIVERSITY PRESS

**440 West 110th Street
New York, N.Y. 10025**

